



Ils veulent nous laisser le choix entre deux murs !

Ainsi le pays vivrait « au dessus de ses moyens » ; En ayant adopté « depuis 25 ans » le « choix de la facilité », notre pays se retrouve dans une situation qui nous conduit droit dans le mur.

Telle est, rapidement résumée, l'analyse que fait le rapport (dit rapport PEBEREAU) de la commission mise en place par le Ministre des Finances.

Et de faire des propositions pour un redressement de la situation, un retour à l'équilibre des finances publiques, « en cinq ans », ce qui est « à notre portée ».

Regardons d'un peu plus près ce qu'il en est de ces propositions :

La stabilisation des dépenses de l'Etat,

mais cette fois pas « en volume », mais « en valeur », ce qui signifie que chaque année les moyens de l'Etat perdraient de fait environ 2% (le niveau de l'inflation). Comme les intérêts de la dette (justement) augmentent, les crédits disponibles pour mener la politique de l'Etat reculeraient en réalité beaucoup plus encore. Et d'ailleurs pour que les choses soient bien claires, le rapport invite le gouvernement à utiliser « au maximum l'opportunité des départs à la retraite » pour s'attaquer à l'emploi public (ce que les rédacteurs – qui ne reculent pas devant les formules – appellent « réduire les sureffectifs »). Mais, en passant, comment on équilibre un régime de retraite avec des départs massifs et de moins en moins de cotisants ?

Au total, ce sont salaires, emplois,

services publics qui iraient droit dans un mur.

De leur côté, les collectivités territoriales

connaîtraient une « stabilisation des dotations de l'Etat en Euros courants ». C'est-à-dire que, là aussi, il y aurait, chaque année, un recul du niveau des moyens réels à hauteur du niveau de l'inflation.

Mais ce sont aussi ces collectivités locales à qui on charge la barque sous couvert d'une pseudo décentralisation dont on voit mal comment la « neutralité des transferts » pourrait être assurée dans un tel cadre.

Au bout du bout ce sont les impôts locaux et le service public assuré par les collectivités territoriales qui iraient droit dans le mur.

Les régimes sociaux doivent retourner à l'équilibre.

Fort bien, mais dans le même temps le même rapport précise que le niveau global des prélèvements obligatoires doit rester stable. Alors - sauf miracle du côté de l'emploi- de nouvelles baisses de prestations (remboursement maladie ; allocations chômage) seraient donc la solution. Et coté retraites, le rapport est encore plus clair puisqu'il affirme que « la réforme doit être poursuivie en 2008 » (en « intégrant » les régimes spéciaux est-il précisé).

Ce sont les assurés sociaux qui iraient droit dans le mur.

Les options avancées pour que le pays n'aille pas dans le mur conduisent en fait droit dans le mur les acquis sociaux, le service public.

Un mur ou l'autre ? Drôle de choix !

Certes nul ne peut se satisfaire de la situation actuelle et ramener la dette à un niveau acceptable doit être un objectif.

Mais, cette dette, qui la creuse ? Et comment ?

Trop de dépenses ou pas assez de recettes ?

Car à force de multiplier les cadeaux aux entreprises, au capital et à ses revenus, à force de réformer la fiscalité au bénéfice des plus fortunés, ce sont les ressources publiques qu'on affaiblit.

Alors, pour retrouver l'équilibre, il y a peut être mieux à faire que de couper dans les dépenses et de générer une spirale de reculs sociaux ...c'est par exemple regarder du côté des recettes.

Rappelons que depuis 1997 la part des dépenses de l'Etat dans les richesses créées (PIB) a reculé de 5 points (environ 10 points depuis 1983) ce qui représente aujourd'hui un manque en moyens budgétaires annuels de quelque 90 Milliards d'Euros !

Retrouver l'équilibre, ça passe peut être par chercher du côté de l'affectation des richesses créées. Car, quand même, tout le monde ne va pas droit dans le mur.

Coté profits il y a de sacrés résultats. En plus ils viennent même de dire dans le poste que la bourse battait ses records historiques...